



Déclaration de la FSU 91 au CTSD du 6 novembre 2014

Monsieur le Directeur académique,

Pour la FSU 91, les effets concrets de la loi dite « de refondation » ne se ressentent toujours pas au quotidien. Dans le premier degré, aucune traduction tangible au niveau des effectifs dans les classes. Si l'augmentation du P/E du fait de l'abondement de la Brigade de remplacement est plutôt positive, bien qu'insuffisante, celles du E/C de l'élémentaire et du E/C global confirment que les conditions d'accueil et de travail se dégradent encore. Notre E/C global, l'avant-dernier nationalement, prend régulièrement un dixième de point chaque année. Peut-on parler de stabilisation, comme Monsieur le Directeur Académique l'a affirmé lors du dernier CDEN ? Et qu'en aurait-il été si les 3128 nouveaux élèves attendus s'étaient effectivement présentés ?

Les conditions de travail ne s'améliorent pas, voire se dégradent. La formation continue en est un exemple parmi d'autres. De très nombreux collègues nous font part de leur désappointement – c'est une litote – concernant M@gistere. D'un côté, la déshumanisation, le manque d'échanges entre pairs, l'aspect formaté et rigide peu susceptible d'adaptation au cours du cycle ne répondent pas aux besoins des collègues. De l'autre, le contrôle et les rappels à l'ordre, les « interrogations écrites » ou les « devoirs à la maison », les animations décrétées obligatoires constituent autant de motifs de mécontentement et contribuent au ras-le-bol ambiant. Nous demandons l'arrêt des contrôles tatillons, de la présélection des animations et des demandes de travaux supplémentaires. Les enseignants et enseignantes de ce département doivent rester acteurs et actrices de leur formation et y retrouver goût et intérêt.

Un autre exemple de régression est illustré par les obligations de service des remplaçants, des personnels sur postes fractionnés. Quel que soit l'angle par lequel on prend la circulaire, c'est bien d'annualisation du temps de travail qu'il s'agit. Une fois encore, la FSU 91 le répète : c'est bien le ministère, en cassant le cadre national de l'École Publique, qui contribue à désorganiser ses services et met ses personnels en difficulté. Nous serons très vigilants sur les modalités de récupération et le respect des personnels.

Enfin, la FSU 91 tient à témoigner de toute sa sympathie et sa solidarité aux enseignants et enseignantes des écoles de Corbeil qui se retrouvent dans des situations extrêmement difficiles.

Passons maintenant à la situation du second degré. Non seulement il n'y avait pas un professeur devant chaque classe le 2 septembre, mais c'est encore vrai aujourd'hui. Des BMP ne sont pas encore pourvus, par exemple en technologie, au collège Jules Ferry de Sainte-Geneviève-des-Bois, comme nous l'apprend une petite annonce postée par Madame la Principale sur le site de Pôle Emploi, ou bien en STI2D au lycée Ader à Athis-Mons, ce qui signifie que des élèves seront restés près de deux mois sans cours dans certaines matières. Dans de nombreux établissements, une solution n'a été trouvée qu'au bout de quelques semaines. Pour la FSU, ces situations illustrent surtout l'incapacité de

l'État à assurer la continuité du service public et à prendre la mesure de la gravité de la crise de recrutement qui sévit dans l'Éducation Nationale : la revalorisation de nos métiers (salaires et conditions de travail) s'impose ! La FSU exige du gouvernement des actes allant dans ce sens.

Les taux d'encadrement dans les établissements ne se sont pas améliorés. Tel Caius Bonus dans *Astérix le Gaulois*, le H/E des collèges a fait en effet un bond prodigieux de 1.214 à la rentrée 2013 à 1.215 à la rentrée 2014 ! Dans certains collèges, la rentrée s'est faite dans des conditions difficiles, notamment sur le plan des effectifs. Les classes surchargées continuent d'exister, parfois même dans des établissements relevant de l'Éducation Prioritaire, puisqu'il y a des groupes d'espagnol à 30 élèves au collège les Sablons de Viry.

Dans les LP, le H/E n'a pas progressé, passant de 2,20 à 2,19. Dans les LGT et LPO, le H/E a également diminué puisqu'il passe de 1.509 à 1.496. Il était de 1,528 à la rentrée 2012... Autrement dit, les moyens n'ont même pas été suffisants pour faire face à la poussée démographique puisqu'il manque 1245 heures aux LGT et LPO du département pour retrouver un taux d'encadrement identique à celui de la rentrée 2012. Cela correspond à la DGH d'un lycée ! Comment oser parler de refondation, d'amélioration, de considération ? A l'heure où une étude de l'économiste Eric Maurin montre que l'Essonne est le département de l'académie dans lequel la ségrégation scolaire et sociale à l'intérieur des lycées est la plus importante, il est urgent que la Refondation ne soit pas un jeu de dupe !

Notons également que les taux d'HSA sont toujours élevés, et augmentent même dans les établissements de rang 1. C'est notamment le cas dans les deux collèges REP+ du département : comment interpréter ce recours massif aux HSA alors même que l'esprit de la réforme est de dégager du temps pour de la concertation et du travail en équipe ?

Depuis plusieurs années, nous tirons aussi la sonnette d'alarme sur la sous-dotation manifeste des vies scolaires des collèges et lycées du département. 4 postes de CPE ont été créés, c'est bien mais c'est peu ! Le redéploiement des moyens, selon des critères pour le moins peu transparents, n'est pas une solution que la FSU peut cautionner dans la mesure où l'on crée de nouveaux problèmes dans les établissements déshabillés. Par ailleurs, la suppression de 7 ETP d'AED fait sentir ses effets dans les collèges concernés, rendant plus difficile le quotidien des personnels en poste.

Enfin, à l'heure où nous sommes réunis pour faire le bilan de la rentrée, certains élèves, eux, ne l'ont toujours pas faite ! C'est le cas de redoublants de terminale STI2D au lycée Ader (Athis-Mons), qui n'ont toujours pas commencé les cours. Cette situation est inacceptable. Alors que les résultats définitifs du bac étaient connus le 8 juillet, vous avez attendu la troisième semaine de septembre pour ouvrir trois demi-divisions dans trois lycées de l'Essonne. Les cours n'y ont commencé, dans le meilleur des cas, que le 30 septembre. Voilà où a conduit une logique exacerbée d'optimisation des moyens. M. le Directeur académique, de grâce, plus jamais ça !